

Éducation

Redonner l'autonomie aux lycées et établissements scolaires



En dépit d'investissements massifs – entre 1985 et 2022 la dépense intérieure d'éducation est passée de 97 milliards à 180 milliards, soit une hausse de +85% -

les performances ne se sont pas améliorées. Lorsqu'on compare la France à 29 autres pays européens, on constate qu'elle n'arrive qu'en 22^{ème} position...

Il ne suffit pas de déverser de l'argent sur un problème pour le résoudre. Dans le domaine éducatif, les montants dépensés peuvent conduire à un paradoxe délétère : celui de payer pour un signal – le diplôme – qui perd de sa valeur au fur et à mesure que tout le monde le détient. Cela oblige à de nouvelles dépenses pour obtenir un nouveau signal différenciant dans un cercle vicieux qui, malheureusement, n'améliore ni le niveau d'instruction ni les comptes publics. La plupart des pays a sans doute fait une lecture naïve de la théorie du capital humain en considérant que l'investissement éducatif augmentait nécessairement la compétitivité d'un pays. Or, c'est en partie parce qu'un pays devient riche qu'il peut davantage

investir en éducation. Dans l'autre sens, le surplus d'investissement éducatif n'est pas systématiquement créateur de richesse, comme l'illustre le taux d'emplois surqualifiés. Dans l'hexagone, il est passé de 14% en 1996 à 22% en 2022, soit une augmentation de 8 points en 26 ans. Dans ce domaine, il faut bien garder à l'esprit que l'éducation doit être pensée de manière beaucoup plus large qu'elle ne l'est actuellement et offrir des voies d'excellence autres que celles du modèle unique français. La dynamisation de l'apprentissage depuis 4 ans est indéniablement un progrès dans ce sens. Elle est néanmoins coûteuse et surtout devrait aussi favoriser davantage l'insertion dans l'emploi des jeunes les plus à risque de chômage. **Parmi les pays dont l'investissement éducatif est le plus rentable, on trouve ceux qui ne considèrent pas les formations professionnelles comme des voies destinées aux étudiants en échec.** Ainsi, en Irlande, l'apprentissage est particulièrement développé et s'est étendu aux secteurs des services et même de la finance après la crise de 2008, alors qu'il avait longtemps été cantonné aux métiers de l'artisanat et du commerce en France. Aux Pays-Bas, l'enseignement professionnel et technique est

aussi développé très tôt. Dès le secondaire, les élèves sont orientés dans plusieurs voies académiques, techniques et cursus professionnels. Le système offre de nombreuses passerelles entre les différentes voies. Des élèves ayant effectué un cursus professionnel peuvent intégrer ensuite l'université.

Le manque d'autonomie des enseignants est aussi une caractéristique de la France classée 50 sur 68 pays selon l'OCDE. Or, tous les pays en tête du classement Pisa font la part belle à l'autonomie des écoles, aussi bien en termes d'organisation, que de recrutement et de choix des méthodes. Enfin, le paiement des cotisations retraite absorbait 29% des ressources l'Education nationale en 2019, soit 9 points de plus que dans l'union européenne. Ce surcoût français - qui représente 15 milliards d'euros par an - explique pourquoi la France a des dépenses de personnel éducatif supérieures à la moyenne européenne, sans que les salaires nets soient particulièrement attractifs. Cela nuit évidemment à l'attractivité du métier d'enseignant, dont on sait combien la motivation est importante à la réussite des élèves.

Cécile Philippe
Présidente de l'institut
économique *Molinari*